

Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 5 (1925)
Heft: 4

Buchbesprechung: Besprechungen = Comptes rendus

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Besprechungen — Comptes rendus

RUTIMEYER, L. *Ur-Ethnographie der Schweiz*, Basel, 1924 Helbing & Lichtenhahn, XXI-399 pages, 3 planches. dont deux en couleur et 196 figures.

La plupart de nos usages populaires remontent à un passé fort lointain, et lorsqu'on en recherche l'origine, on constate que presque tous datent des époques préhistoriques. Dans ce domaine, l'archéologie préhistorique et l'ethnographie se prêtent un mutuel et précieux concours: l'archéologue constate des faits dont il ne pourrait le plus souvent donner l'explication sans l'aide de l'ethnographie et l'ethnographe étudie des coutumes dont, sans la préhistoire, il ne pourrait déterminer la genèse. M. Rütimeyer, qui s'est spécialisé dans l'étude du folklore suisse, a cherché à combiner les deux ordres de renseignements et l'ouvrage que nous annonçons sera aussi précieux aux amateurs de coutumes populaires qu'à ceux qui s'adonnent à l'étude de nos civilisations primitives.

Nous ne saurions résumer ici l'oeuvre de M. Rütimeyer: quelques exemples choisis au hasard suffiront à montrer la richesse des observations réunies par l'auteur.

Il n'y a pas si longtemps que, dans nos villages, on se servait encore de tessères pour noter certains faits se reproduisant fréquemment comme la livraison de pain ou de lait, ou l'usage de certains droits d'eau ou d'alpage. Or on a trouvé dans les gisements paléolithiques des os portant des séries d'encoches qui sont certainement les ancêtres de nos tessères. Les lampes de pierre et les bougies en écorce de bouleau que l'on rencontre dans nos stations lacustres étaient toujours en usage au milieu du siècle passé. Les vases en pierre ollaire employés encore dans quelques contrées se trouvent déjà à l'époque du fer, et leurs formes ont à peine varié. L'étude de la manière dont sont confectionnés certains mets à base de châtaignes ou de blé nous fournit de précieux renseignements sur la nourriture de nos ancêtres préhistoriques. Il n'est pas jusqu'aux instruments aratoires, souvent si primitifs, en usage dans nos montagnes qui n'aient leurs prototypes dans nos établissements lacustres. Un des chapitres les plus curieux est celui que l'auteur consacre aux masques employés lors de certaines fêtes populaires et qui étaient peut-être déjà connus des habitants des cavernes pour certaines cérémonies probablement religieuses.

Ce court aperçu suffira pour montrer quelle est la richesse d'information de l'ouvrage de M. Rütimeyer. Ajoutons que l'impression en est

parfaite, l'illustration abondante et de première main: la plupart des clichés ont été fait d'après des photographies de l'auteur. En réunissant en un volume ces articles dont quelques uns avaient déjà paru dans plusieurs revues, M. Rütimeyer a rendu un grand service aux ethnographes comme aux préhistoriens.

Zurich.

D. Viollier.

ALICE DREYER. Docteur ès sciences commerciales et économiques. *Les toiles peintes en Pays neuchâtelois*. Paris et Neuchâtel, Editions Delachaux & Niestlé, s. d. in 8°.

Souvent déjà on a signalé le rôle important joué par les Réfugiés pour cause de religion dans le développement des industries suisses, et cela aussi bien dans la seconde moitié du XVI^e siècle, lors du premier Refuge, qu'au moment du second Refuge, après la Révocation de l'Edit de Nantes (1685). Grâce à la collaboration des réfugiés, d'anciennes industries se sont perfectionnées. Les nouveaux venus apportaient avec eux des capitaux, des outils, des procédés techniques et leur force de travail. Souvent aussi ils ont créé de toutes pièces des activités nouvelles: parmi ces dernières, une des plus importantes a été l'impression des étoffes de coton ou indiennes, que l'on appelle aussi la fabrication des toiles peintes. Elle a été introduite en Suisse en grande partie grâce aux Réfugiés français chassés de leur pays par la Révocation de l'Edit de Nantes; elle devait contribuer à la fortune de trois régions surtout: Genève, le Pays de Neuchâtel et Glaris.

Les étoffes imprimées s'appellent indiennes parce qu'elles ont été fabriquées d'abord dans les Indes (Hindoustan). On les a introduites en Europe dès le XVI^e siècle et elles ont été très à la mode au XVII^e et au XVIII^e siècle. Elles ont été une des importations principales des Compagnies commerciales privilégiées qui se sont multipliées sous l'influence des doctrines mercantilistes. Bientôt on a cherché à les imiter en Europe, dès le XVII^e siècle en tout cas.

Genève au début du XVII^e siècle a possédé une première fabrique de toiles peintes: après la Révocation de l'Edit de Nantes cette industrie a pris un grand essor. L'histoire de l'indienne genevoise est bien connue par les travaux de M. Georges Fazy (*Notes sur l'industrie des indiennes à Genève*, dans *Nos Anciens et leurs oeuvres*, 1906) et de M. Edouard Chapuisat (*Le commerce et l'industrie à Genève pendant la domination française*, Genève et Paris, 1908).

En revanche on était insuffisamment renseigné sur le développement de la fabrication des toiles peintes dans la Principauté de Neuchâtel où elle a été, au XVIII^e et au début du XIX^e siècle, la principale activité à côté de l'horlogerie. Cette lacune vient d'être comblée par l'ouvrage de Melle Dreyer, *les toiles peintes en Pays neuchâtelois*. C'est une étude consciencieuse et détaillée de la naissance, du développement, de la décadence et enfin de la disparition de cette industrie neuchâteloise.

La Principauté de Neuchâtel et Valangin jouissait, sous le gouvernement des rois de Prusse, d'un régime assez débonnaire qui comportait notamment une complète liberté de travail. C'est un facteur qui a favorisé l'essor de l'industrie horlogère aussi bien que de l'indiennage. Cette dernière activité apparaît en Pays neuchâtelois au début du XVIII^e siècle. Jean Labran s'établit, en 1715, à Pré-Royer dans le Val-de-Ruz. Il avait fait son apprentissage à Genève dans les établissements de Vieux et Michel. Ainsi Genève, qui n'avait pas laissé d'exercer une certaine influence sur l'horlogerie neuchâteloise naissante, a aussi contribué à la fondation de la seconde industrie de la Principauté.

M.elle Dreyer nous décrit ensuite la création des autres entreprises, entre 1725 et 1750. La plus connue a été celle de J.-J. Deluze, au Bied près de Colombier. Par-dessus les fabricants s'était constituée une classe de marchands; ils fournissaient la matière première, passaient les commandes et opéraient la vente. C'est surtout dans la région du Lac que la fabrication des toiles peintes s'est localisée. Elle progressa singulièrement dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, malgré une crise qui s'est déroulée de 1770 à 1775, crise de surproduction due à l'exagération de la fabrication dans toutes les parties de l'Europe.

En 1750, l'indiennage neuchâtelois occupait 249 personnes. En 1785, il faisait travailler 2160 personnes. Il a atteint à cette date son apogée. Ses principaux débouchés étaient les foires de France, d'Allemagne, d'Italie, de Hollande et des Flandres.

Mais, déjà dans les dernières années de l'Ancien régime, la fabrication des toiles peintes a commencé à souffrir, notamment par le fait des mesures douanières adoptées par la France. Puis ce fut la Révolution française avec ses troubles et ses guerres, ce fut l'Empire et le Blocus continental. La manufacture neuchâteloise subit une série de crises; plusieurs fabriques durent fermer leurs portes. En 1813, l'indiennage ne faisait plus travailler que 734 personnes. Dans le second quart du XIX^e siècle, il reprit cependant un certain essor grâce aux mesures de faveur accordées par la Prusse à l'importation des indiennes neuchâteloises. Le travail était d'ailleurs favorisé par la généralisation de l'emploi du rouleau à imprimer qui avait détrôné les anciennes planches gravées. Mais la formation du *Zollverein* allemand a conduit la Prusse à supprimer les avantages consentis à l'industrie neuchâteloise.

Ce fut alors la décadence irrémédiable. L'indiennage neuchâtelois ne pouvait plus supporter la concurrence des divers centres européens où s'était opérée une plus grande concentration industrielle, où l'on travaillait à meilleur compte et où l'on fabriquait en grandes masses. Les dernières fabriques neuchâteloises fermèrent leurs portes. En 1874, la fabrication des toiles peintes a complètement disparu du Canton de Neuchâtel.

On peut regretter que M.elle Dreyer n'ait pas mieux fixé la place occupée au XVIII^e siècle par l'impression des indiennes dans les organi-

sations industrielles suisses. Cette fabrication constituait en effet le type le plus caractéristique de la « machinofactory » à une époque où les autres activités de notre pays se rattachaient encore presque toutes à deux autres formes: le petit métier et l'industrie dispersée. L'impression des indiennes a eu immédiatement le caractère d'industrie capitaliste groupant de nombreux ouvriers, possédant un outillage compliqué et utilisant une force motrice déjà puissante. Mais cette petite réserve n'enlève rien à la réelle valeur de l'oeuvre de Melle Dreyer qui nous fait mieux connaître une des pages importantes de l'histoire économique de la Suisse.

Genève.

Antony Babel.

PAUL WERNLE: *Der schweizerische Protestantismus im 18. Jahrhundert*. Bd. I und II, Tübingen 1923 und 1924, J. C. B. Mohr. 684 und 623 S.

Es könnte überflüssig erscheinen, dieses großen Werkes des Basler Kirchenhistorikers an dieser Stelle noch besonders zu gedenken, nachdem der Präsident der Allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft ihre Mitglieder und Freunde auf einer Tagung der Gesellschaft in ehrenden Worten auf dasselbe hinwies. Und insofern muß Referent die nachstehenden Worte auch als überflüssig bezeichnen, als er sich außerstande sieht, eine sogenannte « kritische » Besprechung zu liefern. Eine exakte kritische Nachprüfung der von Wernle gebotenen Stofffülle übersteigt die Kraft des Rezensenten, sie würde eine Durcharbeitung des gesamten Materiales erfordern, auf dessen innere Durchdringung Wernle selbst Jahrzehnte verwandt hat. Aber der Schaden ist in diesem Falle nicht so groß: die Zuverlässigkeit der Arbeit von Wernle steht über allen Zweifel erhaben fest, die großen Linien seiner Darstellung waren teils schon vor ihm gesichert, teils werden sie es durch ihn, und etwaige Korrekturen, wie sie auch beim besten Werke unvermeidlich sind, können nur Einzelheiten, schwerlich aber die Gesamtaufassung betreffen. Paul Wernle hat in diesem großen, nationalen Werke seinem Vaterlande ein unvergängliches Monument geschenkt und dank der Weite seiner Auffassungsfähigkeit, die die gesamt-europäischen Zusammenhänge nie aus den Augen verliert, der Geschichtsforschung überhaupt einen bleibenden Dienst geleistet. Die öffentliche Anerkennung dafür war die Ernennung Wernles zum korrespondierenden Mitgliede der preußischen Akademie der Wissenschaften nach Erscheinen des ersten Bandes; der zweite Band ist der Akademie gewidmet. Des Referenten Aufgabe kann nur sein, einige Grundstriche zu ziehen und diesen oder jenen markanten Punkt besonders herauszuheben. Im übrigen wäre zu hoffen, das große Werk möchte zu zahlreichen kleineren Arbeiten Anlaß werden, deren für den aufmerksamen Leser auch abgesehen von ausdrücklichen Hinweisen Wernles eine ganze Reihe thematisch in ihm verborgen sind.

Wir sprachen von einem nationalen Werke. Das war a tempore praesenti geredet. Aber doch nicht ausschließlich. Der Schluß des zweiten Bandes gipfelt in der Herausarbeitung eines helvetischen Bewußtseins po-

litischer Art, das die allgemeine kulturelle Verweltlichung der Aufklärung original aus sich hervortreibt, und durch das ganze Werk hindurch zieht sich die beständige Abwägung des Bodenständigen gegenüber dem Fremden; endlich bildet den Auftakt eine eingehende Milieuschilderung, die bei voller Betonung der Bündelhaftigkeit des schweizerischen Kirchenwesens doch ausgezeichnet eine gewisse einheitliche Grundstimmung zu erzielen weiß, die eben als schweizerisch anzusprechen ist. Der hier vorgetragene schweizerische Protestantismus des 18. Jahrhunderts ist nicht nur geographisch schweizerisch, sondern auch von sachlichem Eigengepräge. Allerdings nicht in den großen Linien, auch nicht in den treibenden Motiven, wohl aber in zahlreichen Einzelheiten religiöser, speziell kultischer oder auch pädagogischer Art, vor allen Dingen in den führenden Persönlichkeiten, die als scharf umrissene Charakterköpfe hervortreten. Da mischt sich jeweilig ein Imponderabile in die überkommenen Werte hinein, das in seiner Durchsäuerung ein Bild erzielt, wie es eben nur auf Schweizerboden möglich ist — man nehme etwa den Bündner Pietisten Daniel Willi oder lese, wie der Berner Pietistenkönig Samuel Lutz den Simmentalern die Geheimnisse des Gottesreiches an der Kuh klar macht, gar nicht zu reden von den Liedern oder aufklärerischen Katechismen; es fehlt kaum irgendwo die heimatliche Note. Die ungeheure Mühwaltung, bis in die äußersten Winkel hinein auf Bibliotheken und Archiven gedruckter und ungedruckter Literatur nachzugehen, vorab auch den Korrespondenzen, aus denen sehr viel Unbekanntes geboten wird (genannt sei der Briefwechsel des Zürcher Antistes Ulrich), hat reichlich gelohnt: sie hat den im edelsten Wortsinne nationalen Charakter des Werkes geschaffen.

Die großen Linien kamen von außen, und ihr Lauf war im allgemeinen bekannt und ist von Wernle nicht wesentlich verrückt worden. Der Pietismus kommt von Deutschland her und zeigt eine genaue Parallele zu der dortigen Entwicklung in der Stufenfolge vom mildkirchlichen Pietismus zum aktionskräftigen, von dort zum Separatismus mit oft wilden Auswüchsen, dann die Konzentration in der Frömmigkeit der Brüdergemeinde; die Aufklärung hingegen kommt von England und Frankreich, ist niemals rein theologisch, sondern «ein allgemeines Erwachen des Menscheistes auf allen Gebieten aus dem Jahrhunderte langen Schlaf der Gewohnheit und der Autorität», bricht allmählich durch die dicke Schicht theologischer Atmosphäre hindurch, um die ganze Bildung zu durchdringen. Es kam nun alles darauf an, auf welcherlei bodenständige Elemente diese Außenbewegungen aufstießen, um aus dem Zusammenprall einen schweizerischen Pietismus und eine schweizerische Aufklärung zu erzeugen. Wenn Wernle einsetzt mit «dem reformierten Staatskirchentum und seinen Ausläufern» und hier Einheit — in der Lehre repräsentiert durch die Formula consensus ecclesiarum Helveticarum von 1675 — und Mannigfaltigkeit gegeneinander abwägt, so springt als Prolegomenon für Pietismus und Aufklärung heraus die Feststellung, daß eine selbständige Kirchenidee vollständig fehlte und

ebensowenig eine Organisation des Religiösen getrennt vom Politischen vorhanden war, vielmehr das Kirchenwesen als Teilgebiet der Staatsgewalt funktionierte. Diese Tatsache mußte auf der einen Seite, dem Pietismus gegenüber, sobald dieser auf die Innerlichkeit des Religiösen und eine rein innerkirchliche kollegiale Organisation abstellte, mit der Kraft des Gegensatzes wirken und konnte in den letzten Ausläufern unter apokalyptischem Spanndrucke unmittelbar die politische Revolution, den Kampf gegen den politischen Antichristen entfesseln (vgl. die Abschnitte über die sogenannten radikalen Pietisten); sie war auf der anderen Seite ein willkommenes Einfallstor für die Aufklärung, die in den Kreisen der politici (etwa Peter Ochs in Basel) um ihres unkirchlichen Charakters willen nicht ungerne gesehen wurde und die allgemeine Kultur, deren Vertreter der Staat war, förderte. Geistesaristokratie und politische Aristokratie fanden sich unschwer zusammen. Von da aus begreift sich z. B. die von Wernle betonte Tatsache, daß die Meinung: je aufgeklärter, um so toleranter, falsch ist: Zürich führt den schwersten Kampf mit den Sektierern, und das Bistum Basel ist das Eldorado der Täufer! Die Aufklärung, in die staatliche Regie genommen, hat die staatliche Uniformität befördert.

Das Allgemeine differenziert sich natürlich regional (Ost- und Westschweiz) und kantonale. Die regionale Differenzierung ist dabei weniger bedeutend als die kantonale. Pietismus und Aufklärung haben in beiden Landesteilen Fuß gefaßt, und von einer grundsätzlichen Verschiedenheit in der Rezeption kann man nicht sprechen. Die erst im 19. Jahrhundert durch den Reveil gekommene, stark ausgeprägte westschweizerische religiöse Eigenart darf man in den beiden vorhergehenden Jahrhunderten noch nicht erwarten. Genf z. B. geht ganz im Fahrwasser des Rationalismus, der dann in Neuenburg oder der Waadt stufenförmig abnimmt; umgekehrt ist die pietistische Bewegung im Osten fast stärker als im Westen. Hingegen die kantonalen Unterschiede sind sehr bedeutend, was schon rein äußerlich dadurch zum Ausdruck kommt, daß Wernle jeden Kanton für sich behandelt, behandeln muß, weil es die Sache erfordert. Zürich, Bern, Basel haben begreiflicherweise die Führung, jeder Ort eine Individualität; Zürich der rationalste, Vorkämpfer daher der Aufklärung, Basel der frömmste (was aber auch sehr starke, von Wernle nicht retouchierte Schattenseiten hat), Bern der korrekteste, der Polizeistaat, dem Pietismus wie der Aufklärung in gleicher Weise abhold, aber in Kirchenregiment und theologischer Fakultät Anhänger einer «vernünftigen Orthodoxie», die sich, auch anderweitig, als Zwischenstufe zwischen Pietismus und Aufklärung als rationaler Supranaturalismus schiebt. Eine Neuformung erlebt diese Korrektheit dann durch die Kantische Philosophie, die in Philipp Albert Stapfer ihren einflußreichsten und würdigsten Vertreter findet. Das hatte entscheidende Bedeutung für das ganze Land: «dadurch, daß der künftige Minister der kirchlichen Angelegenheiten, Stapfer, Kantianer war, wurde das Verhängnis, das unsern schweizerischen Kirchen von Seiten der Franzosenfreunde

und Katholikenhasser drohte, die Trennung von Staat und Kirche, die öffentliche Indifferenz, abgewehrt und blieb die Kontinuität einigermaßen gewahrt». Das Genfer und Lausanner Milieu ist natürlich am feinsten herausgearbeitet anlässlich des Einflusses von Rousseau und Voltaire, dem Pierre Bayle voraufging. Es geht um den Prozeß, wie das altcalvinistische Hartholz elastische Weichheit gewann, bis Voltaire triumphieren konnte: «wir haben das Reich der Vergnügen errichtet und die Priester sind vergessen, die Stadt Calvins wird die Stadt der Vergnügen und der Toleranz». Zu jener elastischen Weichheit gehörte dann aber doch auch ein feines Sensorium für höhere Werte, eine Fähigkeit innigster und erhabenster religiöser Gefühle, wie sie in Rousseaus Freundin, Madame de Warens, oder auch, vertieft, in Julie Bondeli begegnet. Für das Toggenburg ist natürlich «der arme Mann», Uli Bräcker, vielfach Typ. Von den übrigen, alle in markanten Persönlichkeiten gekennzeichneten Kantonen, sei noch Graubünden besonders genannt, um der Rassigkeit seiner kirchlich-religiösen Vertreter willen. Die Originalgestalt des fast in der Ausführlichkeit einer Monographie behandelten Daniel Willi nannten wir schon und fügen hinzu den moralisch nicht ganz einwandfreien, aber trotz allem mannhaften Hungerstreik der Bündner Pfarrer wegen ihrer miserablen Besoldung.

Das mag hinüberführen zu einem weiteren Kennzeichen des Wernleschen Werkes: die eingehende Berücksichtigung der Interna, als da sind Kultus, Gesangbuch, Katechismus, Schulunterricht, Leben und Lektüre der Pfarrer, Sozialprobleme u. dgl. Hier hat Wernle wohl kaum etwas sich entgehen lassen und gibt nahezu von jedem Katechismus, jedem Unterrichtsbuch, jedem Gesangbuch sorgsam ausgearbeitete Proben, nicht minder aus zahlreichen Predigten, natürlich jeweilig in großem Zusammenhange. Die hier drohende Klippe, den Leser in den Details versinken zu lassen, ist im allgemeinen glücklich umschifft. Es ist ein kulturgeschichtlich bedeutsamer Weg, wenn wir am Anfange des Buches von 1094 jährlichen Predigten in Genf hören, um am Schluß dieses Erbe der reformatorischen Wortprävalenz durch den praktischen Sinn der Aufklärung auf die Sonntagspredigt reduziert zu sehen. Oder die Unterrichtsbücher: schwerfällige Katechismen, ganze Lehrgebäude, dann die Versuche einer Belebung, forciert und gekünstelt, dann die fürchterliche Tugendreiterei und Pedanterie der Nützlichkeitslehrbücher der Aufklärung, endlich die Lösung und Erlösung bei Pestalozzi. Oder die Lieder: die reformatorischen Kernlieder, die dogmatischen Lehlieder, langweilig bis zum Gähnen, dann die Gellertsche Grundbravheit nach der Schweiz übertragen, wobei Zürich den Vogel an Nüchternheit und Aufgeklärtheit der Gesangbücher abschob. Merkwürdig dann, daß von dieser Seite etwas Überkantonales kam: das 1797 in Bern erschienene «Reformierte Gesangbuch für die christlichen Gemeinden in der Schweiz» war der erste Versuch eines gesamtschweizerischen Gesangbuches. Auch die Bibelübersetzungen werden natürlich von

Wernle besprochen mit den sich an sie anschließenden Streitigkeiten. Die Geschichte der Homiletik, Katechetik, Liturgik empfängt von Wernle die allerreichsten Gaben. Und wenn auch die Lektüre der Pfarrer sehr sorgfältig von dem Historiker kontrolliert wird, auch ihr Studiengang, der sie am meisten nach Göttingen, sehr stark aber auch nach Holland führte, so bietet Wernle in der allgemeinen Schilderung der Aufklärung als Geistesbewegung, die der speziell theologischen vorausgeht, ein kleines Kabinettstück Literaturgeschichte.

Kurz — das möge unser Überblick gezeigt haben — der reiche Stoff ist von Wernle ausgeschöpft und verträgt, wie schon gesagt, nur Einzelergänzung. Ein eingehendes Register erleichtert die dem Historiker unentbehrliche Benutzung dieses Standard-Work.

Zürich.

W. Köhler.

JULES ANSPACH: *Un Citoyen de Genève (Mon trisaïeul J. S. Anspach) 1746—1825*. Bruxelles, la Renaissance du livre, 1925, 252 pages.

C'est de Belgique que nous arrive aujourd'hui une biographie genevoise, celle du pasteur Isaac-Salomon Anspach, un des hommes les plus marquants de la Genève révolutionnaire. Depuis plus d'un siècle, en effet, la descendance de ce Genevois éminent est fixée à Bruxelles où plusieurs de ses membres ont occupé des positions élevées et où lui-même s'était retiré après la crise de 1782. M. Jules Anspach, qui a assumé le devoir de le faire revivre à nos yeux, a fort bien rempli la tâche qu'il s'était assignée et on ne peut que louer la façon dont il a restitué et situé dans son milieu cette physionomie attachante. On voit qu'il a bien lu ce qui était publié et qu'à Genève, où il est venu en personne, et où il a su s'assurer de bons informateurs. Ce n'est pas qu'on ne puisse signaler dans son travail quelques erreurs. A la page 74, note 2, par exemple, il a écrit 1790 au lieu de 1791, mais ces fautes sont rares et peu importantes et les lecteurs avertis les corrigeront en général d'eux-mêmes. M. Jules Anspach a le grand mérite d'avoir su éviter de tomber dans l'apologie et le plaidoyer, écueils ordinaires des biographies faites par les familles. Il est vrai que cela lui était facile, son trisaïeul étant un de ces hommes dont on peut ne pas partager toutes les idées, mais pour lesquels il n'y a rien à cacher, ni même à masquer. Isaac-Salomon Anspach, en effet, est certainement la personnalité la plus haute et la plus noble de la révolution genevoise. A cet égard son biographe n'a pas même assez dit. Il a oublié, par exemple, ou plus probablement n'a pas su le trait qui peut-être honore le plus son ancêtre dans toute sa carrière politique, le courage civique dont il fit preuve au commencement de la sinistre crise de 1794. Il s'était rendu au Grand club le soir du 18 juillet et, dans la discussion qui s'ouvrit, il s'éleva énergiquement contre l'insurrection projetée. Deux jours plus tard encore, dans la grande assemblée populaire où l'on proposa l'érection d'un tribunal révolutionnaire, il reprit

la parole, au milieu des cris et des huées, pour s'opposer à l'établissement de cette institution déplorable. A cette date il était procureur général et il est le seul dans le haut personnel gouvernemental qui ait osé protester publiquement contre ce qui se faisait et essayé de l'empêcher. Au même moment les premiers magistrats de la République, les quatre syndics, ne savaient que se taire et s'effacer.

Genève.

E. L. Burnet.

ANTONY BABEL. *Essai sur les causes et le développement de la Législation du Travail en Suisse*. Genève 1925, Ed. Mongenet.

C'est plus qu'un essai. C'est une réussite. Car si vaste que soit le problème de la législation sociale en Suisse et si complexe et touffu que l'ait rendu la coexistence de vingt-deux cantons souverains, M. le Prof. Babel, dans une étude de deux cent et quelques pages, est parvenu à dégager l'essentiel et à captiver son lecteur.

C'est la méconnaissance, trop longtemps tolérée par le travailleur, des limites naturelles, physiques, de l'effort qu'on peut demander à l'homme et des besoins intellectuels et moraux à la satisfaction desquels il a le droit de prétendre, c'est cet abus qui, en Suisse, comme ailleurs, a fait se substituer graduellement la limitation légale de la durée du travail à la limitation naturelle. Cela posé, M. le prof. Babel s'attache à découvrir, pour mieux expliquer son développement, les facteurs essentiels qui accélèrent ou retardent l'évolution de la législation du travail: évolution économique, fluctuations politiques, alternance des doctrines, faiblesse et force des associations ouvrières, internationalisme issu de l'interdépendance croissante des états. Dès lors, grâce à une division «schématique» de l'histoire nationale suisse, dont l'auteur s'excuse mais dont il faut le féliciter parce qu'elle contribue à la clarté de son exposé, M. le prof. Babel examine le développement de la législation sociale période après période à la lumière de chacun de ces facteurs. — Ancien Régime avec ses petits métiers, son industrie dite dispersée et l'apparition de la grande industrie. — L'Helvétique et l'Acte de Médiation 1798—1815, période mouvementée au cours de laquelle s'opère ce qu'on est convenu d'appeler la Révolution Industrielle, caractérisée par l'apparition du machinisme et par l'usage des forces motrices naturelles. — La période de la Restauration et de la Régénération 1815—1848, qui est celle des multiples réactions des travailleurs contre le régime nouveau de travail: haine de la machine mais aussi concentration des masses laborieuses qui va provoquer leur organisation. — Devant le développement plus rapide de l'industrie étrangère, la Suisse, au cours de la période de 1848 à 1874, réalise que son salut doit être recherché dans une politique de concentration et un peu partout le besoin d'une législation sociale uniforme se fait sentir. D'autant que simultanément, en plusieurs centres industriels, les organisations ouvrières se créent et s'affirment et qu'entre fabricants,

uniquement soumis à leurs lois cantonales, la concurrence est déchainée. — Puis c'est la période comprise entre la Constitution de 1874 et la guerre mondiale 1874—1914 qui voit s'achever la Révolution Industrielle et qui sans atteindre au libéralisme des lois sociales de quelques pays voisins, protège femmes et enfants et réduit graduellement la durée de travail des adultes. — C'est enfin la période de guerre et d'après-guerre 1914—1924 avec la surindustrialisation du pays, le développement rapide du syndicalisme, la transformation de la législation sociale de plusieurs états européens suivie de celle de la Confédération Suisse, la conquête des huit heures par la loi du 27 juin 1919 et le vote retentissant du 17 février 1924.

Il est malaisé de dire si brièvement l'attachant intérêt de l'étude du prof. Babel qui très objectivement, sans renfort de statistiques indigestes, mais de main de maître, conduit à travers le dédale des lois cantonales puis fédérales aux projets de Conventions internationales de l'Organisation Internationale du Travail à l'activité de laquelle il consacre ses dernières pages. — Souhaitons que sur ce chemin nouveau où elle n'a encore risqué que quelques pas hésitants, la Suisse soit bientôt un « leader ».

Genève.

M. Thudichum.

DR. AUG. CHATELAIN. *Du rôle de la Prusse dans le mouvement des royalistes Neuchâtelois du 3 Septembre 1856*. Avec une Préface de M. Arthur Piaget, Président de la Société d'Histoire. Paris. Neuchâtel 1925.

Die Schrift, die auf des Verfassers Wunsch erst nach seinem Tode veröffentlicht worden ist, enthält Aufzeichnungen von Dr. Aug. Chatelain selber, der als 18jähriger, glühender Royalist die Erhebung von 1856 erlebt hat, aus den Jahren 1887—1922, ferner solche zweier Mitglieder des aus den Führern der royalistischen Ultras gebildeten « Cabinet noir », der geheimen Leitung der Erhebung, nämlich eine undatierte Schilderung der Ereignisse vom 2.—4. September 1856 vom Vater Chatelains, eine Darstellung des Aufstandes, datiert vom 20. April 1857, ergänzende Bemerkungen hiezu, datiert vom 5. August 1886, von Louis Auguste Humbert, und endlich Briefe und Notizen aus royalistischen Kreisen.

Die Aufzeichnungen Humberts vom 20. April 1857 hat bereits L. Junod größtenteils abgedruckt in seiner Schrift *Phases de la question Neuchâteloise*, Bâle 1866, S. 227—237; Philippe de Vargas hat außerdem die ergänzenden Bemerkungen Humberts vom 5. August 1886 benützt in *L'Affaire de Neuchâtel 1856—1857*, Lausanne, Bâle 1913, vgl. S. 13 u. 16 f.

Die Aufzeichnungen Chatelains und Humberts sind aus dem Bedürfnisse entstanden, die Teilnehmer des Aufstandes zu rechtfertigen gegen den mit aller Schärfe von Royalisten selber erhobenen Vorwurf¹, daß sie

¹ So vor allem von [Frédéric de Chambrier], *Des causes et des conséquences du 3 Septembre 1856 dans le pays de Neuchâtel*. Neuchâtel 1860.

ohne förmliche Ermächtigung des Königs von Preußen, Friedrich Wilhelms IV., und ohne dessen bestimmte Zusage militärischer Hilfe die Erhebung gewagt, durch ihr übereiltes Unternehmen die Hoffnung der Royalisten auf eine Restauration in Neuenburg für immer zertrümmert und über sie und ihre Familien schweres Leid gebracht hätten.

Nun hat die neuere Forschung ergeben, daß der König von Preußen seiner Umgebung gegenüber die Erhebung tatsächlich gebilligt hat, daß die Royalisten sie, ohne jeden Zweifel an diese Billigung und nicht ohne begründetes Vertrauen auf preußische Hilfe, ins Werk gesetzt haben. Diese Ansicht stützt sich ganz besonders auch auf das Verhalten des Obersten de Pourtalès-Steiger, der zunächst die ihm angebotene militärische Leitung ablehnte, dann sich nach Berlin begab, um sich über des Königs wirkliche Meinung und die Aussicht auf preußische Hilfe Gewißheit zu verschaffen, und dann nach seiner Rückkehr das Kommando « mit Freuden » übernahm.

Diese Ansicht erhält durch die vorliegende Publikation weitere Belege. Den entscheidenden, in den Aufzeichnungen Humberts von 1886 enthaltenen zwar, die Antwort des Königs: « S'ils (die Royalisten) le (die Erhebung) font, je sais ce que le devoir et la dignité de ma couronne me commandent », die der Prinz von Preußen, der Bruder des Königs und spätere König und Kaiser Wilhelm I., während seiner Unterredung mit de Pourtalès-Steiger bei jenem einholte und diesem, der selber den König nicht sah, übermittelte, hat schon Vargas, a. a. O. S. 17, mitgeteilt. Dagegen enthalten dieselben, nun in Chatelains Schrift publizierten Aufzeichnungen Humberts die weitere Mitteilung, daß der Prinz von Preußen gegenüber Humbert bei einer nach dem Putsch in Berlin stattgefundenen Unterredung den Bericht de Pourtalès-Steigers und somit auch die Erklärung des Königs mit den Worten bestätigt habe: « C'est vrai, c'est vrai! » Nach anderen von Chatelain mitgeteilten Äußerungen, u. a. einer solchen des Grafen von Arnim, hätte de Pourtalès-Steiger in Berlin sogar den bestimmten Auftrag (ordre), im Fürstentum die Autorität des Fürsten von Neuenburg wieder herzustellen, und die Aussicht auf militärische Hilfe erhalten.

Trotz diesen weiteren Belegen für das begründete Vertrauen der Royalisten auf die Zustimmung des preußischen Königs war die Erhebung von 1856, wie die Führer nachträglich selber zugaben, abgesehen von ihrem weit bedenklicheren Charakter gegenüber Neuenburg und der Schweiz, ein schwerer Irrtum: sie hatten nicht nur die Entschlossenheit Preußens, sondern auch die der Royalisten selber, deren Massenerhebung sie vergeblich erwarteten, durchaus überschätzt und in gleichem Maße die Tatkraft und Geschlossenheit ihrer Gegner unterschätzt. Und da sie, königlicher als der König, diesen immer wieder ihrer Treue versichert, um Zustimmung und Hilfe für die Restauration ersucht und zu uneinlösbaren Zusagen gedrängt hatten, waren sie nicht ohne Schuld am Versagen Preußens, das

sie als Verrat dem Prinzen von Preußen und dem preußischen Ministerium Manteuffel, mehr als dem König selber, zur Last legten.

Die Erklärung für die zähe Lebenskraft des Royalismus, der, namentlich nach 1831, sich bei einzelnen Ultras bis zu einem « véritable fétichisme » gesteigert hatte, sieht Chatelain keineswegs in den « bienfaits de notre bon roi », sondern in dem Haß der Royalisten gegen den Radikalismus und in dem großen Maß von Freiheit, das das Fürstentum den Neuenburgern sicherte, der nähere Anschluß an die Schweiz aber bedrohte: « Berlin est si loin, et Berne si près! » Das dürfte im wesentlichen zutreffen und entspricht ja auch einem entscheidenden Grunde, aus dem sich die Neuenburger im Erbstreit von 1707 für das preußische Königshaus gegen den französischen König entschieden. Daneben aber war es zweifellos der Widerwille einer religiös orthodoxen, politisch legitimistisch-aristokratischen Weltanschauung gegen die Einfügung in die demokratische Staatsordnung der neuen Schweiz, der die Ultraroyalisten von 1856 so leidenschaftlich die Restauration der Autorität des gleichgesinnten preußischen Königs, ja sogar die Loslösung von der Schweiz erstreben ließ.

Richtig, aber keineswegs eine Rechtfertigung der Royalisten, ist die Ansicht Humberts und Chatelains, die Erhebung von 1856 sei zwar ein Irrtum, aber doch eine Wohltat für das Land gewesen, insofern sie die endgültige und rechtliche Aufhebung jener unnatürlichen Doppelstellung Neuenburgs brachte, die 1871 im deutsch-französischen Krieg, als die Deutschen hinter der zusammengebrochenen französischen Ostarmee wenige Stunden von Neuenburg standen, für dieses und die Schweiz hätte verhängnisvoll werden können. Glücklicherweise war damals die Neuenburgerfrage erledigt und « le royalisme était mort, bien mort; l'infame rôle de la Prusse en 1856 l'avait tué pour toujours ».

Zürich.

Hans Schneider.

HANS SCHMID. *Ulrich Meister, ein Zürcher Politiker 1838–1917*. 1925, Zürich. Verlag der „Neuen Zürcher Zeitung“, 238 Seiten.

Es ist dankenswert, daß die historisch-biographische Forschung auch vor den jüngsten Ereignissen nicht mehr Halt macht, und besonders dankenswert ist, wenn von einer Persönlichkeit wie Ulrich Meister, die unbeschadet ihres gewichtigen Einflusses auf die zürcherische und eidgenössische Politik sich dem Gedächtnis der Nachwelt wohl kaum in dauerhafter Form eingeprägt hat, schon bald nach ihrem Hinscheiden ein ausführliches Lebensbild erscheint. Man wird es daher billigen, daß Dr. Hans Schmid, der sich durch eine Biographie Frey-Herosés vorteilhaft bekannt gemacht hat, sich schon jetzt an die Aufgabe gemacht hat, eine Lebensbeschreibung Oberst Meisters zu verfassen. Auf der anderen Seite darf freilich nicht verschwiegen werden, daß bei einer solchen Arbeit Schwierigkeiten zu überwinden sind, die bei Darstellungen aus der älteren Geschichte nicht bestehen. Auf manche Mitlebende sind begriffliche Rück-

sichten zu nehmen und zwar besonders dann, wenn man wie der Verfasser allem Anschein nach mit dem Helden und den Hauptereignissen seiner Zeit nicht direkt bekannt war. Es wäre zu viel gesagt, wenn man behaupten würde, daß diese Hindernisse einer befriedigenden Gestaltung des vorliegenden Lebensbildes nicht im Wege gestanden hätten. Im Gegensatz zu der Biographie Frey-Herosés hält sich der Verfasser so gut wie ganz im Hintergrunde. Er läßt nicht nur, wie er im Vorwort betont, «so weit wie möglich die Tatsachen selbst sprechen», sondern die Darstellung ist häufig ein bloßes farbloses Referat. Der (vom Autor übrigens offen eingestandene) kompilatorische Charakter des Buches macht sich vielfach auf Kosten der Einheitlichkeit der Darstellung, ja bisweilen sogar der scharfen Charakterisierung geltend. Auch war der Verfasser, wie natürlich, nicht mit allen Tätigkeitsbereichen seines so vielseitigen Helden gleichmäßig vertraut. Am besten ist wohl die politische Wirksamkeit Meisters gezeichnet, während z. B. der dürftige Satz, der auf S. 89 über dessen Rücktritt aus dem aktiven Militärdienst handelt, präziser hätte gefaßt werden dürfen. Schließlich scheint dem Bestreben nach absoluter Objektivität auch die Auswahl des Stoffes gelegentlich untergeordnet worden zu sein: so ist das Referat über die Verhandlungen des Nationalrates in der Frage des Simplonvertrages wohl etwas zu detailliert ausgefallen, nur weil Meister der betreffenden nationalrätlichen Kommission angehörte.

Über alle dem dürfen freilich auch die Vorzüge der vorliegenden Arbeit nicht übersehen werden. Die Mannigfaltigkeit der Interessen Meisters, seine väterliche Fürsorge für die ihm Unterstellten, sein offener Blick für die Forderungen des Tages, sein Eintreten für die Bedürfnisse der Universität werden gut herausgehoben und das zusammenfassende Urteil am Schlusse verschweigt auch die kleinen Schwächen des Verstorbenen nicht. Manches ungedruckte Material ist herangezogen, unter anderm eine handschriftlich vorhandene Autobiographie Meisters, die vielleicht einer vollständigen Publikation wert gewesen wäre.

Der Verfasser führt im Vorwort zu seiner Entschuldigung an, daß sein Buch neben vollbeschäftigter Berufstätigkeit entstanden sei. Es hätte unter diesen Umständen keinen Wert, gelegentliche stilistische Mängel, Nicht-Ausfüllung von Seitenzahlen in Zitaten u. dgl. zu monieren. So sei denn nur auf zwei Versehen S. 116 aufmerksam gemacht, die der Schreiber dieser Zeilen zufälligerweise kontrollieren kann. Es wird dort von ihm berichtet, er habe 1904—1921 die Auslandsredaktion der «N. Z. Z.» besorgt (anstatt 1912—1921), und der Eintritt E. Rietmanns in die innerpolitische Abteilung wird auf 1902 statt auf 1908 datiert. Wer U. Meister noch gekannt hat, wird ferner bedauern, daß S. 57 f. unter den auswärtigen Besuchern des Sihlwaldes nicht auch König Nikolaus von Montenegro genannt wird, an dessen Aufenthalt sich der Verstorbene besonders gern zu erinnern pflegte.

Basel.

Eduard Fueter.

ERNEST GAGLIARDI: *Histoire de la Suisse*. Edition française par Aug. Reymond, 2 vol. Lausanne Payot, 1925. 480 et 370 p.

La traduction française de cet ouvrage a paru dans le courant du printemps. A vrai dire, c'est presque une seconde édition de l'oeuvre du professeur zuricois; le premier volume, en effet, contient l'histoire de la Suisse jusqu'en 1798, le second, celle du XIX^{ème} siècle tout entier; tandis que l'édition allemande s'arrête à 1848, celle-ci contient trois chapitres de plus, consacrés à la période qui va de 1848 à nos jours.

L'illustration aussi est très différente; tout d'abord, il n'y a pas deux éditions, comme en allemand, mais une seule; elle correspond à l'édition allemande dite de luxe. Une cinquantaine d'illustrations, il est vrai, ne s'y retrouvent pas; les unes, parce que les clichés n'existaient plus, les autres, parce qu'elles ont paru d'un intérêt trop spécial à la Suisse allemande. Elles ont été remplacées par une quarantaine d'illustrations nouvelles, quelquefois hors-texte, dont la maison d'édition possédait les clichés, ou qui semblaient devoir intéresser davantage le lecteur romand. Le choix nous semble bien fait.

Comme il le méritait, l'ouvrage a eu un grand succès. Nous ne reviendrons pas sur la partie qui a été déjà publiée en allemand. On retrouve dans les chapitres nouveaux cette sereine impartialité, cette hauteur de vue, ce continuel souci de relier le présent au passé et les faits particuliers aux circonstances générales, bref cet esprit philosophique et ces qualités rares qui sont le propre de l'auteur.

Tous ses jugements sont extrêmement mesurés; il ne se laisse ni éblouir par les beaux côtés des choses, ni arrêter par les mauvais: les avantages évidents du régime de 1848 ne l'empêchent pas d'en voir les défauts, la mesquine jalousie des démocraties et leur esprit niveleur, et il juge sévèrement la conduite du parti radical envers le canton de Fribourg. Dans les affaires de Neuchâtel et de la Savoie, il ne jette aucun voile sur les maladresses du gouvernement fédéral, inspiré par Staempfli.

C'est aux affaires économiques que l'auteur accorde le plus d'attention; l'historien d'Alfred Escher nous retrace, de la façon la plus intéressante, toute l'histoire de l'établissement des chemins de fer jusqu'au percement du Gotthard. On peut se demander toutefois si ces questions d'intérêts matériels n'occupent pas une place un peu exagérée; on ne voit pas partout en Suisse les choses du même point de vue que depuis Zurich. Quoi qu'il en soit, ce spectacle inattendu n'a que plus d'attraits pour le lecteur romand.

Dès 1860, les luttes politiques reprennent avec les batailles pour la démocratie directe et bientôt les mesures de politique sociale; l'auteur les expose sans prendre parti, en mettant en balance le pour et le contre, mais avec une compréhension profonde des problèmes, un large patriotisme et un robuste optimisme.

La traduction est due à la plume infatigable et experte de M. Auguste Reymond, qui nous a donné déjà tant de beaux ouvrages. Pour être franc, je dois dire que celui-ci ne me paraît pas le mieux réussi. Peut-être la langue, volontiers abstraite, de M. Gagliardi se prêtait-elle mal à la traduction et aurait-il mieux valu refondre complètement la phrase pour lui donner un tour français. Trop souvent aussi, les termes techniques et les noms propres sont mal rendus, par ex.: T. I, p. 40, la *praecarie* (il s'agit du précaire), p. 53, Majolus (c'est l'abbé Maïeul), p. 54 et 55, les *Saliens* ou les *Saliques* (nom sous lesquels un lecteur français aura de la peine à reconnaître les empereurs de la maison de Franconie), ou encore les *Ascaniens*, ou ce qui est pis, les *Ascagnes* (*ibid.*, p. 92 et 114). Les seigneuries *eximées* (!), p. 55 sont celles qui bénéficient de l'immédiateté; on est étonné de rencontrer le *roi romain*, p. 59, les barons de *Ratisbonne*, p. 65, ou des expressions telles que les *ministères* évangéliques, p. 341, ou le *jésuitisme*, p. 345, prises dans un sens tout à fait étranger à nos habitudes, ou encore l'adjectif *vieille-croyante*, T. II, p. 180, pour dire tout simplement catholique. Plus graves sont les erreurs proprement dites qui ont échappé au traducteur: T. I, p. 62: *l'apparition de familles rivales*, quand il s'agit de la seule famille des Habsbourg, p. 64, 1276 au lieu de 1267 (c'est une faute d'impression qui se trouve déjà dans l'édition allemande); T. II, p. 175, *Erfahrungen* est traduit par aventures, II, p. 188, *une revision constitutionnelle défavorable à la situation du gouvernement...* (il s'agit des catholiques d'Argovie, ce qui fausse tout le sens du passage). On ne m'en voudra pas, je l'espère, d'avoir signalé ici ces erreurs

velut si

egregio inspersos reprendam corpore naevos.

Lausanne.

Charles Gilliard.